



RÉPUBLIQUE DE GUINÉE  
Travail-Justice-Solidarité

## MINISTÈRE DU BUDGET

24 JAN. 2019

Conakry, le.....

00001

N°...../MB/ CAB...../.....

*Le Ministre*

### Circulaire

A

- Mesdames et Messieurs les Ordonnateurs Principaux : Ministres et Présidents des Institutions;
- Mesdames et Messieurs les Ordonnateurs Secondaires : Gouverneurs de Région, Préfets et Chefs de missions diplomatiques et consulaires ;
- Mesdames et Messieurs les Contrôleurs financiers ;
- Mesdames et Messieurs les Comptables Publics.

**Objet** : Procédure d'exécution du budget général de l'Etat, exercice 2019

L'objet de la présente circulaire est de rappeler, suite à l'adoption de la loi L/2018/0069/AN du 26 décembre 2018 portant loi de finances pour l'année 2019, à l'ensemble des acteurs de l'exécution budgétaire quelques principes de base et règles d'exécution du budget de l'Etat, en mettant un accent particulier sur certaines innovations qui vont s'appliquer en 2019.

Ces dispositions sont contenues dans la Loi L/012/CNT du 06 août 2012 portant Loi organique relative aux lois de finances (LORF), le Décret D/2013/015/PRG/SGG du 15 janvier 2013 portant Règlement général de gestion budgétaire et de comptabilité publique (RGGBCP) et le Décret D/2014/222/PRG/SGG du 31 octobre 2014 portant Cadre de gouvernance des finances publiques.

La présente circulaire s'articule autour des points ci-après : la fonction d'ordonnateur, la notification des crédits budgétaires, les délégations de crédits, les réservations de crédits, la régulation budgétaire, les étapes de l'exécution de la dépense, les modifications de crédits en cours d'exercice, les dépenses de transfert, les procédures d'achat de billets d'avion, les dépenses communes, la nouvelle nomenclature budgétaire de l'Etat, le compte rendu trimestriel de l'exécution du budget, le tableau des opérations financières de l'Etat et les délais d'exécution de la dépense.

#### **- La fonction d'ordonnateur**

L'exécution du budget repose sur le principe de la séparation des fonctions d'ordonnateur et de comptable ; les ordonnateurs sont chargés d'accomplir les actes générateurs de recettes et de dépenses publiques et de constater les droits des organismes publics tandis que les comptables assurent les opérations de recouvrements, de paiements et de maniement des fonds et titres mis à leur disposition.



L'exécution du budget de l'Etat est assurée dans la phase administrative par les ordonnateurs principaux, secondaires et délégués.

**En matière de recettes**, l'ordonnateur constate les droits de l'Etat, liquide et émet les titres de perception correspondants, conformément aux dispositions de la LORF et du RGGBCP. Le Ministre du Budget est l'unique ordonnateur des recettes du budget général de l'Etat. Il peut toutefois déléguer cette fonction à un cadre ou une structure relevant de sa compétence.

A cet effet, la fonction d'ordonnateur des recettes fiscales est déléguée au Directeur National des Impôts et au Directeur Général des Douanes respectivement pour les recettes des impôts et droits et taxes à l'importation et à l'exportation.

Pour les autres recettes, encaissées par les régies de recettes domiciliées dans les départements ministériels, l'ordonnateur délégué est le Directeur National du Budget. Il s'agit notamment des recettes suivantes : les revenus de la propriété, les ventes des biens et services, les recettes diverses.

Les ordonnateurs délégués de recettes peuvent subdéléguer leur fonction à des collaborateurs, en raison de leur proximité et responsabilités par rapport aux opérations d'assiette (constatation, liquidation et émission).

Toutes les recettes collectées dans les régies de recettes créées dans les départements ministériels doivent être versées dans le compte du Receveur Central du Trésor, qui en est le comptable assignataire. Aucune retenue à la source n'est autorisée. Tout contrevenant s'expose aux sanctions prévues par les lois et règlements en vigueur.

En ce qui concerne les mesures fiscales contenues dans la loi de finances 2019, le Directeur National des Impôts est tenu de prendre les dispositions qui s'imposent pour appliquer, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, les dispositions fiscales de la loi de finances 2019, notamment :

- le barème de la retenue sur les traitements, salaires, pensions et rentes viagères,
- l'exonération des indemnités versées par les employeurs aux stagiaires et aux apprenants pour une durée n'excédant pas 1 an,
- l'impôt minimum forfaitaire des sociétés et entreprises relevant du régime réel normal,
- le taux de l'impôt sur le bénéfice,
- la détermination des produits de vente de marchandises cotées,
- les conditions de déductibilité des charges dans la détermination des bénéfices imposables,
- la limitation des charges d'intérêt entre les entreprises liées,
- les transferts indirects de bénéfices et prix de transfert,
- le taux de l'impôt sur le bénéfice,
- la modification de certains taux du droit d'enregistrement de certains actes,
- la contribution foncière unique,
- la taxe sur la valeur ajoutée sur les opérations de crédit-bail ou de leasing,
- la répartition du produit de la taxe unique sur les véhicules (TUV).

S'agissant particulièrement de la répartition de la taxe unique sur les véhicules, le Ministère du Budget et le Ministère de l'Administration du territoire et de la Décentralisation ont l'obligation de prendre, en début d'année, un arrêté interministériel portant tableau de répartition du produit de la TUV par communes et préfectures sur la base des critères de densité démographique.

La Direction Générale des Douanes et la Direction Nationale des Impôts devront œuvrer à la maîtrise du répertoire des contribuables grâce à l'instauration d'un nouveau numéro d'identification fiscale fiable et permanent, à l'interconnexion et à l'interfaçage de leur système d'information. Elles veilleront à la



sécurisation des recettes fiscales et douanières, notamment en encourageant le paiement par virement RTGS, des droits, taxes et redevances dus à l'Etat.

**En matière de dépenses**, l'ordonnateur procède aux engagements, liquidations et ordonnancements conformément aux dispositions de la LORF et du RGGBCP.

Les Ministres et les Présidents des Institutions Républicaines sont ordonnateurs principaux des dépenses sur les crédits ouverts dans le budget de l'Etat pour leurs départements et institutions.

Les ordonnateurs principaux peuvent déléguer leur fonction à des collaborateurs qui deviennent à ce titre des Ordonnateurs délégués.

A cet effet, chaque Chef de département ou responsable d'Institution Républicaine devra faire parvenir au Directeur National du Trésor et de la Comptabilité Publique, pour communication aux comptables publics principaux (PGT et ACCT), et au contrôleur financier placé auprès du département, dès réception de la présente circulaire, les noms et qualités de ses ordonnateurs délégués ainsi que leur spécimen de signature.

Les Gouverneurs de régions, les Préfets et les Chefs de missions diplomatiques sont ordonnateurs secondaires pour les dépenses à exécuter à l'intérieur ou à l'extérieur du pays.

Les Directeurs Nationaux/Généraux, les Chefs de services centraux et les Chefs de Projets et programmes Publics peuvent être ordonnateurs délégués des crédits de leurs directions, services, projets et programmes respectifs.

Les ordonnateurs principaux ou secondaires disposent, pour les assister dans leur gestion et préparer leurs décisions, de services financiers soumis à leur autorité directe. Ce sont : les Chefs de division des affaires financières (DAF), les Chefs de Service des Affaires Financières (SAF), les Chefs comptables matière et matériel, les Personnes responsables de passation de marchés publics et délégation de services publics. Ce personnel d'appui est placé auprès des départements ministériels et institutions pour les assister dans la préparation et l'exécution de leurs budgets.

Le contrôleur financier nommé par le Ministre en charge des finances auprès de chaque Ministre est chargé de veiller à la conformité budgétaire, tant en matière de crédits que d'emplois, et à la régularité des projets d'engagement. A ce titre, il exerce des contrôles sur pièces des opérations de dépenses budgétaires du département.

#### **- La notification des crédits budgétaires**

Les crédits alloués aux départements ministériels et institutions par la loi L/2018/0069/AN du 26 décembre 2018 portant Loi de Finances pour l'année 2019 ont fait l'objet de répartition détaillée suivant le décret D/2018/333/PRG/SGG du 31 décembre 2018.

Au regard de cette notification des crédits, les ordonnateurs peuvent déléguer tout ou partie de la gestion de ces crédits à leurs ordonnateurs délégués. Ces décisions de délégation de gestion de crédits doivent être communiquées à tous les acteurs de la chaîne de dépenses notamment le contrôleur financier et le comptable public.

Pour l'exécution des dépenses du budget de l'Etat pour l'année 2019, les actes de délégation de gestion des crédits doivent se faire avec diligence et respecter les prescriptions de la lettre n°0847/CAB.P du 25 septembre 2018 de Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, relative à la qualification du travail au sein de l'administration publique.

#### **- Les délégations de crédits**

Les crédits inscrits en faveur des services déconcentrés des départements ministériels nécessitent, pour leur exécution, des mises à disposition sous forme de délégations de crédits par l'ordonnateur principal.



Les Gouverneurs de régions, les Préfets et les Chefs de mission diplomatiques et consulaires sont ordonnateurs secondaires pour les dépenses à exécuter sur ces crédits délégués.

La déconcentration budgétaire permet de renforcer les prestations de services publics à la base par les services déconcentrés de l'Etat à tous les niveaux (Région, préfectures, sous-préfectures) et de promouvoir en même temps les activités des PME dans ces localités. Aussi, les ministres ordonnateurs doivent veiller au maintien des crédits tels que notifiés dans le Décret de répartition des crédits pour les services déconcentrés de Conakry et de l'intérieur du pays.

A ce titre, il est interdit aux ordonnateurs :

- d'utiliser les dotations des services déconcentrés au profit des services centraux ;
- de procéder à des transferts et virements de crédits au bénéfice des services centraux par prélèvement sur les crédits des services déconcentrés.

Par ailleurs les ordonnateurs sont tenus de notifier à l'ensemble des structures déconcentrées de leurs départements les crédits ouverts en leur faveur en loi de finances 2019 et de procéder trimestriellement aux délégations de crédits dans les limites des plafonds de régulation.

***Au début de chaque trimestre, les délégations de crédits doivent être initiées par les ministères conformément au plan d'engagement trimestriel.***

L'autorisation d'effectuer des dépenses au niveau déconcentré se matérialise par une fiche indiquant par région administrative et par service bénéficiaire les crédits délégués d'un département par nature de dépense (titre, chapitre et article).

La fiche de délégation de crédits dûment signée par le Ministre de tutelle, ordonnateur du budget de son département et visée par le Contrôleur Financier, sera éditée en neuf (09) exemplaires destinés aux différents acteurs de la chaîne de dépenses :

- au plan central
  - Ordonnateur principal des dépenses
  - Contrôleur financier près l'ordonnateur principal
  - Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
- au niveau déconcentré
  - Ordonnateur Secondaire compétent
  - Contrôleur Financier préfectoral
  - Sections du Budget préfectures, Ville et communes de Conakry
  - Trésorerie régionale (pour les services déconcentrés de la Région)
  - Trésorerie préfectorale ou Recettes communales de Conakry (pour les services déconcentrés de la Préfecture et de la Ville de Conakry)
  - Service déconcentré bénéficiaire.
- **Les réservations de crédits**

En application de l'article 9 du décret D/2014/168/PRG/SGG du 22 juillet 2014 portant dispositions générales régissant les seuils de passation, de contrôle et d'approbation des marchés publics et délégations de service public, les marchés sont obligatoirement passés dans les conditions prévues au code des marchés publics et délégation de service public pour toute dépense de travaux, fournitures, prestations de services dont la valeur est égale ou excède les seuils suivants :

- 250.000.000 GNF pour les marchés de travaux des services centraux et 100.000.000 GNF pour les marchés de travaux des services déconcentrés ;
- 100.000.000 GNF pour les marchés de fournitures des services centraux et 50.000.000 GNF pour les marchés de fournitures des services déconcentrés ;



- 100.000.000 GNF pour les marchés de prestations de services des services centraux et 50.000.000 GNF pour les marchés de prestations de services des services déconcentrés.

Avant la mise en œuvre de toute procédure de passation de marché, les ordonnateurs veilleront à la réservation préalable des crédits nécessaires pour la couverture des obligations contractuelles de leur département. En matière de marchés publics, la procédure générale de passation est l'appel d'offre ouvert qui ne peut être substitué par la procédure de consultation restreinte ou de gré à gré que pour les seuls cas prévus par le code des marchés publics (appel d'offre infructueux, fournitures ou prestations à caractère particulier ou secret) après accord du Ministre en charge des Finances suite à l'avis favorable du comité consultatif.

#### - **La régulation budgétaire**

Chaque année, un plan d'engagement fixe pour le budget de chaque ordonnateur principal le montant trimestriel maximum des engagements autorisés par nature de dépenses. Ce plan prend en compte les prévisions du plan de trésorerie, les repères et critères de réalisation quantitatifs du programme économique et financier soutenu par la facilité élargie de crédit du FMI, ainsi que les besoins exprimés par les différents départements ministériels sur la base de leur plan de passation des marchés, de la programmation des investissements publics, de la saisonnalité des dépenses et de leurs priorités.

L'implication coordonnée des ordonnateurs et des contrôleurs financiers dans la préparation et l'exécution du plan d'engagement annuel trimestrialisé est un gage de la bonne exécution du budget et de l'atteinte des objectifs budgétaires. En conséquence, il est demandé aux ordonnateurs de veiller à la qualité de la ventilation des plafonds d'engagement, afin d'éviter des retards dans l'utilisation des crédits budgétaires programmés.

A cet effet, les engagements des dépenses sur les crédits notifiés s'effectuent dans la limite des plafonds trimestriels fixés par arrêté du Ministre du Budget dans le plan d'engagement après validation par le comité d'engagement des propositions des différents ordonnateurs. Ces propositions sont visées par les contrôleurs financiers. Une fois l'arrêté du plan d'engagement signé par le Ministre du Budget, il s'impose aux ordonnateurs et aux contrôleurs financiers. Toute modification de ce plan d'engagement (sous forme de régulation complémentaire ou réaménagement des plafonds), pour quelque motif que ce soit, doit recueillir l'approbation préalable du Ministre du Budget.

Cette régulation qui rythme la consommation des crédits en fonction de la trésorerie permet d'éviter l'accumulation des arriérés de paiement et de prévenir toute détérioration de l'équilibre budgétaire.

Une application informatique a été développée pour assister les ordonnateurs dans la programmation trimestrielle des engagements qui s'impose tant à eux qu'aux contrôleurs financiers dès la signature de l'arrêté portant plan d'engagement. A cet effet, un contrôle automatisé est développé dans cette application pour s'assurer du respect des plafonds d'engagement par titre (nature économique de la dépense).

#### - **Les procédures d'exécution des dépenses**

Conformément à l'article 16 du RGGBCP, une dépense ne peut être engagée et payée que si :

- son régime juridique a été préalablement déterminé par un texte législatif ou réglementaire, régulièrement adopté et publié, lui donnant une base légale et définissant notamment la nature et l'objet de la dépense, ses bénéficiaires et les modalités de calcul de son montant ;
- les crédits correspondant au montant de l'engagement et du paiement sont effectivement disponibles et rendus exécutoires conformément au plan d'engagement de la période.

Avant d'être payée, la dépense publique doit être engagée, liquidée et éventuellement ordonnancée suivant la procédure normale ou la procédure sans ordonnancement préalable.



La procédure normale, qui est la règle d'exécution des dépenses publiques, distingue quatre phases successives : l'engagement, la liquidation, l'ordonnancement et le paiement.

Exceptionnellement, certaines dépenses s'exécutent suivant la procédure sans ordonnancement préalable. Il s'agit notamment des salaires, des pensions, des acomptes sur consommations diverses, des avances cautionnées sur les marchés, des contreparties sur le financement extérieur, des remboursements de droits, des paiements de droits et taxes par des chèques trésor série spéciale (CTSS), de la dette extérieure, des indemnités de mission à l'extérieur...

Les opérations d'engagement, de liquidation et d'ordonnancement relèvent de la responsabilité des ordonnateurs qui approuvent l'ensemble des documents y afférents avant leur soumission au visa du Contrôleur financier (à l'exception du mandat) et transmission au comptable public pour paiement.

Il est important de préciser que dans ce processus d'exécution de la dépense, un accent particulier doit être accordé par les ordonnateurs sur l'étape liquidation qui a pour objet de vérifier la réalité de la dette et d'arrêter le montant exact de la dépense. La liquidation ne peut être effectuée qu'après engagement régulier et constatation du service fait.

La liquidation comporte deux phases distinctes :

- **La constatation du service fait** ou le procès-verbal de réception conforme qui permet de contrôler la réalité de l'obligation de l'État par un contrôle de la réalisation physique des opérations et de leur conformité à la demande. Elle est réalisée par une commission de réception comprenant comme membres effectifs l'attributaire/prestataire/fournisseur, le Chef de la division des affaires financières, le comptable-matières, le représentant de l'Administration et Contrôle des Grands Projets et des Marchés Publics selon les cas. La constatation du service fait se matérialise par la signature du bon de livraison, du décompte des travaux ou du procès-verbal de réception.
- **La certification du service fait** consiste à s'assurer de la constatation du service fait et à vérifier qu'aucun élément (pénalité après une date de livraison tardive par exemple) n'est à prendre en compte, par rapport au montant de la livraison pour arrêter la dette de l'Etat vis à vis du fournisseur ou du titulaire du marché.

Les pièces justificatives en appui aux dossiers de dépenses sont prescrites dans l'arrêté conjoint A/N°/2017/5487/MEF/MB/SGG du 6 octobre 2017 portant nomenclature des pièces justificatives de la dépense publique.

A cet égard, les ordonnateurs veilleront à la limitation des engagements aux crédits notifiés dans les plans d'engagement, à la réservation de crédits, à l'engagement de dépenses suivant factures libellées toutes taxes comprises (TTC) et au contrôle du service fait, préalable à tout ordonnancement de dépenses.

S'agissant de la procédure d'exécution des dépenses sans ordonnancement préalable, il convient de rappeler que les régies d'avance ne sont autorisées que pour le règlement des menues dépenses, des dépenses à caractère répétitif et des dépenses urgentes qui, par leur nature, peuvent être contrôlées a posteriori conformément à l'arrêté N° A/2017/5389/MEF/SGG portant modalités de création et de fonctionnement des régies d'avance et de recettes.

La régularisation de ces régies d'avances devra être effectuée dans les conditions fixées par l'arrêté du Ministre en charge des Finances accordant les régies.



## - Les modifications de crédits en cours d'exercice

En application de l'article 30 de la Loi organique relative aux lois de finances et de l'article 18 du Décret portant Cadre de gouvernance des finances publiques, les modifications de crédits doivent se faire sur la base des règles ci-après :

- Les transferts entre ministères sont autorisés, par décret pris en Conseil des Ministres sur rapport conjoint du Ministre du Budget et du Ministre intéressé et après consultation des commissions compétentes de l'Assemblée Nationale.
- Les transferts entre directions et services à l'intérieur d'un même ministère sont autorisés, après avis du contrôleur financier, par arrêté interministériel du Ministre intéressé et du Ministre du Budget.
- Les virements entre titres budgétaires à l'intérieur d'un même ministère sont autorisés, après avis du contrôleur financier, par décret pris en Conseil des Ministres sur rapport conjoint du Ministre du Budget et du Ministre intéressé et après consultation des commissions compétentes de l'Assemblée Nationale.
- Les virements entre chapitres budgétaires à l'intérieur d'un même ministère sont autorisés, après avis du contrôleur financier, par arrêté interministériel du Ministre intéressé et du Ministre du Budget.

En aucun cas, le montant annuel cumulé des virements et transferts ne peut dépasser dix pour cent (10%) du budget global de l'exercice en cours, pour chaque ministère.

Au regard de ces dispositions de la LORF, toutes les requêtes de modification de crédits doivent être appuyées de l'ensemble des justifications requises pour une célérité dans leur traitement par nos services respectifs et la production des actes réglementaires y relatifs. Aucune modification de crédits sur la chaîne des dépenses ne peut être opérée sans le décret ou l'arrêté dûment signé et enregistré

Il est important de rappeler aux ordonnateurs que tous les actes de mouvements de crédits sont obligatoirement communiqués à l'Assemblée Nationale pour information en ce qui concerne les actes qui ne modifient pas le vote parlementaire, et pour avis en ce qui concerne les projets de décret.

En exécution des engagements du Gouvernement de protéger les crédits budgétaires rentrant dans le périmètre des filets sociaux, il est demandé aux ordonnateurs principaux et aux contrôleurs financiers de veiller que les mouvements de crédits sollicités en cours d'année ne puissent pas diminuer les crédits ouverts sur les lignes budgétaires des filets sociaux.

## - Les dépenses de transferts

Les dépenses de transferts en faveur des établissements publics et autres organismes personnalisés placés sous la tutelle des départements ministériels ont pour objet de combler leurs déficits et /ou de concourir à la réalisation de leurs missions de services publics par des subventions d'exploitation et subventions d'équipement.

La mise à disposition de ces allocations est faite trimestriellement sur la base de la production des documents ci-après :

- le décret portant création de l'établissement public et définissant entre autre son caractère, sa mission, son patrimoine, ses ressources et charges, s'il s'agit de la première demande de subvention ;
- le budget annuel de l'organisme tel qu'approuvé par les organes de gestion compétents (Conseil d'administration, Direction Générale, Agence Comptable) et le cas échéant l'autorité chargée de la tutelle ;
- les états financiers trimestriels, semestriels et annuels ;



- le rapport d'ensemble sur la situation financière et la qualité de la gestion de l'établissement établi par le contrôleur financier en liaison avec l'agent comptable ;
- la demande d'octroi de la subvention et l'arrêté du Ministre du Budget.

S'agissant des institutions républicaines, leurs dotations sont libérées sous forme de transferts par mise à disposition trimestrielle des fonds suivant arrêté du ministre du budget.

#### - Les procédures d'achat de billet d'avion

Conformément à la lettre circulaire conjointe N°001/MEF-MB/2017 relative aux nouvelles procédures d'achat de billets d'avion, les achats de billets d'avion ne seront désormais effectués qu'auprès des agences certifiées IATA et en règle vis à vis de la fiscalité applicable en République de Guinée. Aussi, le respect rigoureux de cette lettre circulaire doit être observé dans toute démarche d'exécution de la dépense liée aux déplacements à l'extérieur.

Les contrôleurs financiers doivent s'assurer de l'exhaustivité des pièces justificatives relatives à chacun des points avant toute validation du projet d'engagement pour les dépenses d'achat de billets d'avion.

#### - Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement concernent les acquisitions, équipements, travaux et gros entretiens et réparations en faveur des services ou des projets et programmes.

Afin de faciliter la mutation vers la budgétisation en autorisation d'engagement et crédit de paiement pour l'exercice budgétaire 2020 conformément à la LORF, au RGGBCCP et aux modèles de fiches convenus avec les missions d'assistance technique du FMI, il est demandé aux unités de projet et aux Chefs de DAF de renseigner, en mode exécution, le programme d'investissements publics 2019 par le coût du projet, la durée d'exécution initiale ou modifiée, les acomptes déjà payés et la programmation pour les années futures.

Le Ministère du Plan et du Développement Economique est chargé de produire, de concert avec les départements ministériels concernés par les projets et programmes, des rapports trimestriels d'exécution du programme d'investissements publics tant sur ressources propres que sur ressources extérieures. Les projections infra-annuelles doivent alimenter les actualisations trimestrielles du plan d'engagement et les rapports trimestriels d'exécution budgétaire. A cet effet, le rapport sur l'exécution du PIP de l'année 2018 doit être produit au cours du premier trimestre 2019 et communiqué au Ministère du Budget pour prise en compte dans le compte rendu d'exécution budgétaire de l'année 2018. Ce rapport doit être produit après la période complémentaire de l'année 2018 qui est fixée au 31 janvier 2019 et l'enregistrement au courant du mois de février 2019 des opérations de régularisation d'ordre comptable.

Les demandes de déblocage des contreparties relatives aux projets et programmes financés sur ressources extérieures devront être accompagnées des rapports faisant état du niveau d'avancement des projets et programmes concernés et d'un état récapitulatif des contreparties déjà libérées.

#### - Les dépenses communes

Il est rappelé aux ordonnateurs principaux et secondaires que les dépenses des départements ministériels et institutions sont imputables à leurs budgets et ne peuvent, par conséquent, être prises en charge en dépenses communes. Les dépenses communes rassemblent les dotations de la loi de finances qui concernent l'ensemble des services de l'Etat ou plusieurs d'entre eux et ne peuvent, de ce fait, être directement rattachées au budget d'un département.

Il s'agit notamment des charges financières de la dette publique et des crédits globaux (crédits pour consommations d'eau, d'électricité et de télécommunications, les pensions guinéennes et minimum vital).



S'agissant particulièrement des charges financières de la dette, l'exécution de cette dépense budgétaire suit une procédure dérogatoire (demande de paiement – paiement – régularisation). Le paramétrage de cette procédure dans la Chaîne de la Dépense doit être réalisé au début de l'année 2019 pour résoudre les difficultés rencontrées en 2018 au moment de la régularisation de ces opérations tant dans la phase administrative que comptable. Cependant, il convient de relever que le règlement du principal de la dette intérieure et extérieure n'est plus considéré comme une dépense budgétaire mais plutôt comme une opération de financement.

#### **- Les interventions sur le marché financier**

La Direction nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique et la Direction nationale de la Dette et de l'Aide publique au développement veilleront au respect du calendrier d'émission des bons du Trésor, afin de pourvoir le Trésor des disponibilités dont il a besoin pour rencontrer les besoins de paiement de l'Etat, en ligne avec le plan de trésorerie. A cet effet, elles devront prendre les dispositions nécessaires avec la Banque Centrale de la République de Guinée pour bien encadrer ces interventions et anticiper sur le comportement du marché.

#### **- La gestion des restes à payer**

La Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique devra élaborer, dès la clôture de la période complémentaire de l'exercice 2018 et ce, avant la fin du mois de mars 2019, une stratégie soutenable d'apurement des restes à payer, en ligne avec les objectifs de non accumulation d'arriérés sur lesquels le Gouvernement s'est engagé dans le cadre du programme économique appuyé par la facilité élargie de crédit du FMI.

#### **- La nomenclature budgétaire de l'Etat**

En ce qui concerne les recettes, il est demandé aux régies des recettes (DNI, DGD et RCT) de respecter scrupuleusement les imputations prescrites dans la classification des recettes, afin de tirer avantage des innovations qui apportent beaucoup plus de transparence dans la gestion des finances publiques, notamment pour le suivi des recettes du secteur minier.

En matière de dépenses, il convient de relever ce qui suit :

- Les éléments de salaires figurant sur la fiche de paie sont liquidés au même moment que les salaires en espèces quel que soit leur nature économique. C'est le cas des dépenses de transfert en faveur de l'agent, notamment les allocations familiales.
- Les dépenses relatives aux salaires en nature sont exécutées suivant les procédures prescrites pour les achats publics : alimentation, habillement et autres.

#### **- Le Compte rendu trimestriel de l'exécution budgétaire**

Conformément aux dispositions de l'article 77 de la LORF et de l'article 17 du décret D/2014/222/PRG/SGG portant cadre de gouvernance des finances publiques « le Ministre du Budget adresse à l'Assemblée Nationale, à la fin de chacun des trois premiers trimestres de l'année, un compte rendu d'exécution budgétaire. Ce compte rendu fait apparaître notamment le rythme de rentrée des recettes fiscales et autres recettes ainsi que celui de consommation des crédits. Il rend compte également de l'encaissement effectif des fonds des bailleurs comparé aux prévisions ainsi que des évolutions de la situation de trésorerie et de la réalisation des opérations de financement du Trésor ».

A cet effet, les départements et institutions doivent transmettre trimestriellement un rapport sur l'exécution de leur budget en recettes et en dépenses au Ministre du Budget. Au-delà des informations sur la situation des engagements, des mandatements, des réservations de crédits, des marchés en cours d'approbation et en exécution, des commentaires doivent être faits sur les liens entre le budget exécuté et les résultats de la mise en œuvre des politiques sectorielles.



La responsabilité de l'élaboration de ce compte-rendu trimestriel d'exécution budgétaire incombe à la Direction Nationale du Budget, qui doit mettre à contribution les points focaux de toutes les directions pourvoyeuses des données budgétaires agrégées, notamment la DNI, la DGD, la DNTCP et la DNPEIP pour les recettes ; les Chefs de DAF, la DNCF, la DNIP et la DNTCP pour les dépenses ; la DND-APD et la DNTCP pour les charges et les ressources de financement et de trésorerie, les comptables publics principaux de recettes et des dépenses pour les balances comptables mensuelles (RSI, RSD, RCT, PGT et ACCT).

A cet effet, pour améliorer la qualité des informations renseignées dans ce rapport et garantir sa production régulière et diligente, au plus tard 30 jours après la clôture du trimestre, un arrêté conjoint Budget-Finances-Plan organise la communication, à bonne date, à la DNB, par tous les points focaux, des données et commentaires pour documenter suffisamment ce rapport.

#### **- Le tableau mensuel des opérations financières de l'Etat**

La Direction Nationale du Budget est chargée de produire au plus tard 30 jours après la clôture du mois le tableau des opérations financières de l'Etat sur la base de la balance générale des comptes du Trésor ou de tout document en tenant lieu (tableau de bord des finances publiques). Ce TOFE, accompagné d'une note de commentaires, sera désormais soumis à la validation des services pourvoyeurs des données primaires avant sa communication aux Ministres chargés des Finances et du Budget et aux partenaires intéressés.

Pour préserver la qualité et l'intégrité des données financières de l'Etat, des procédures de clôtures mensuelles automatiques et de conciliation des données seront développées dans la Chaîne de la Dépense, en vue d'assurer la cohérence entre les données budgétaires et les données comptables.

#### **- Les délais d'exécution de la dépense**

Les différents intervenants dans la chaîne d'exécution de la dépense publique sont invités à la diligence dans l'exécution des actes de procédure qui leur incombent, afin de réduire les délais de traitement des dossiers et améliorer le taux d'exécution du budget. Les délais référentiels à chaque point de stationnement dans la chaîne de la dépense ont été définis dans l'instruction conjointe 0003/MB/MEF du 12 avril 2017.

\* \*

J'invite les ordonnateurs et les autres acteurs de l'exécution budgétaire à veiller sur le respect strict de ces règles et principes qui constituent le gage d'une bonne gestion de nos Finances Publiques.

Des instructions sont données aux directions et services techniques compétents des ministères du Budget et de l'Economie et des Finances y compris les Divisions des Affaires Financières, les Contrôleurs financiers et les Personnes Responsables des Marchés Publics pour vous apporter tout leur appui pour la bonne exécution du budget de l'Etat en vue de l'atteinte des objectifs du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES).



**Ismaël DIOUBATE**